

**Déclaration préalable FSU**  
**Comité Social d'Administration Spécial Départemental**  
**9 février 2024**



Ce CSA se tient aujourd'hui en raison d'un boycott unanime des organisations syndicales en date du 30 janvier 2024. La journée de grève et de manifestation du 1<sup>er</sup> février, qui a réuni plus de 200 personnels de l'Éducation Nationale derrière six organisations syndicales à Épinal autour de mots d'ordres tels que l'amélioration des conditions de travail, la revalorisation indiciaire et inconditionnelle ou la qualité de l'inclusion, n'est que le dernier témoignage du mécontentement de nos professions.

La présence de Mme Oudéa-Castéra à la tête de notre ministère n'a donc duré que quatre semaines. Ce fut une période brève mais intense :

A l'échelon national, le mépris dont a fait preuve dès son entrée en fonction Madame la nouvelle ex-ministre de l'Éducation nationale, autour d'un absentéisme supposé des enseignants, n'a rien à envier à celui que nous témoignait régulièrement son prédécesseur Blanquer.

Nos craintes formulées dès l'annonce du périmètre du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques se sont confirmées : comment ne pas y lire un mépris de l'École publique, qui ne nécessiterait pas un ministère de plein exercice ? Doit-on y voir la traduction de l'expression de « domaine réservé » du président, lui qui « réforme » l'École d'annonce médiatique en annonce médiatique, omettant qu'en vertu de la séparation des pouvoirs, ce n'est pas au président de faire la loi. Saluons ici la pertinence du remaniement d'hier en tant qu'il recrée un ministère de l'Éducation Nationale.

L'arrivée de Madame l'ex-ministre aura au moins eu le mérite d'avoir remis dans le débat public la place de l'École privée en France, trop souvent tue depuis 1984. L'établissement Stanislas est sous le feu des critiques, à juste titre, mais il convient d'élargir la focale. Nous en profitons pour rappeler que la FSU s'est toujours opposée au dualisme scolaire et à toutes les tentatives d'affaiblir le service public d'Éducation au profit du secteur privé. Elle réaffirme son exigence que les fonds publics ne financent que les écoles et établissements publics.

Les polémiques successives alimentées par les révélations sur les choix de Madame la ministre, si elles ne sont pas infondées, ne doivent nous faire oublier la réalité des mesures réactionnaires annoncées. L'uniforme et le Service National Universel, tous deux combattus par notre organisation, ne peuvent être des réponses sérieuses aux maux dont souffre l'École. Le « choc des savoirs », énième déclinaison violente des annonces de l'exécutif, ne nous inspire rien de bon, ce projet est d'abord et avant tout un projet politique destiné à flatter la droite et son électorat. Il s'agit de réinscrire dans le marbre le séparatisme scolaire pour revenir à la situation scolaire (et sociale !) d'avant le collège unique. Sous couvert d'un discours pseudo-bienveillant qui met en avant l'intérêt des élèves les plus en difficulté, il s'agit de miner leur parcours (le DNB devenant un couperet pour le passage en seconde) pour que les plus fragiles, souvent issus des catégories populaires, atteignent l'âge de la fin de la scolarité obligatoire en ayant bien compris que leur place n'est pas au lycée. Ce ne sont pas les groupes de besoins, rebaptisés groupes de niveaux, qui répareront l'ascenseur social. A contrario, nous aimerions pouvoir louer dans nos déclarations les effets bénéfiques de la mixité sociale dans les classes, démontrés étude après étude mais de moins en moins observables sur le terrain...

Dans les collèges des Vosges comme dans ceux de l'Académie, alors que la mise en place des groupes de niveaux en 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> nécessiterait des moyens conséquents, nous constatons la baisse de 95 heures de DHG ! Une fois encore, il faudra faire plus avec moins : des échos inquiétants nous parviennent de certains collèges : risque d'abandon du latin, suppression des groupes de sciences, bref, la marge d'autonomie ne va plus financer des choix pédagogiques, mais le « choc des savoirs » ! Les conséquences sur l'organisation des services de tous les collègues s'annoncent lourdes, puisque toutes les heures de cours de mathématiques et de français devront être alignées, de préférence le matin !

Le poids renforcé des évaluations nationales standardisées dessaisit les enseignantes et enseignant, de leur expertise et accroît la perte de sens du métier. Ils demeurent les mieux à même de déterminer le niveau de leurs élèves ! Ces mesures vont dégrader considérablement les conditions de travail. Après la suppression de la technologie en sixième, on peut craindre que d'autres disciplines, jugées non indispensables pour les élèves, soient rapidement remises en cause en disparaissant tout bonnement de leur emploi du temps.

La situation n'est pas des plus réjouissantes au lycée général et technologique qui subit toujours les conséquences du « Bac Blanquer » : les programmes de spécialité inégaux selon les matières sont particulièrement lourds dans certaines d'entre elles à tel point que l'angoisse devient prégnante chez une nombre croissant d'élèves de Terminale, des DHG en forte baisse avec une suppression inédite de postes alors que les classes à 35 voire plus sont la norme depuis de nombreuses années déjà, des conditions de travail qui se dégradent d'année en année.

Dans le même temps, une réforme du LP est en train de dépecer le lycée professionnel sur le modèle de l'apprentissage, pour faire des élèves qui s'y orientent une main-d'œuvre résignée pour le patronat (en passant d'une logique de formation à une logique d'adaptation... « aux besoins immédiats du patronat local », comme l'a dit le président de la République, condamnant ainsi la jeunesse populaire à une double assignation sociale et territoriale).

Certain·es TZR en attente de suppléance ont eu la désagréable surprise d'être contacté·es par leur DPE ou leur IPR, pour leur demander si elles et ils acceptent de remplacer hors de leur zone de remplacement, d'enseigner devant une caméra dans la « brigade numérique », ou d'enseigner dans une autre discipline (!)... Quel mépris pour les années d'études et l'obtention de concours exigeants ! Quel mépris pour les collègues des autres disciplines, que l'on estime pouvoir remplacer par n'importe qui ! Quel mépris enfin pour nos élèves, à qui l'on renie ainsi leur droit à recevoir une éducation de qualité !

**Ces choix sont à l'opposé du projet que porte la FSU, un projet émancipateur et démocratisant pour l'école. Un projet ambitieux qui nécessite des moyens et la volonté d'une école de la réussite pour toutes et tous, avec un enseignement commun pour toute une classe d'âge, quelle que soit l'origine sociale, sans aucune discrimination public / privé.**